

Les patriotes ne dénoncent pas assez les produits qu'ils veulent nous injecter



J'ai écouté la vidéo de samedi de Pierre Cassen, appelant les Français à continuer le combat contre la dictature sanitaire. C'est un bon résumé de la situation critique où nous sommes.

J'apprécie cet encouragement à poursuivre la lutte, qui confère une dynamique positive à la Résistance. On en a bien besoin.

Je déplore juste une faiblesse que je remarque et qui me gêne, chez la plupart des patriotes anti-dictature sanitaire

: c'est surtout la privation de liberté qui est pointée mais les produits suspects que l'on veut absolument nous injecter ne sont que rarement évoqués, mis en cause.

L'AMM provisoire, accordée au prétexte qu'aucun médicament ne soignerait le covid, est fallacieuse vu qu'elle a été obtenue illégalement, en supprimant les médicaments qui soignent, en interdisant aux médecins de les prescrire.

Des injections expérimentales administrées sous contrainte, qui doivent être assumées par ceux-là seuls qui les subissent pour ne pas être privés de travailler, privés de revenus, privés d'étudier...

Alors même que ces produits sont expérimentaux, douteux, mais aussi totalement inefficaces.

Au point que les laboratoires qui les produisent ne veulent assumer aucune responsabilité des effets secondaires... d'ores et déjà aussi nombreux que redoutables, mortels (formation de caillots, thromboses, inflammations du cœur, AVC, maladies auto-immunes ...) et cachés au public.

Alors que l'hydroxychloroquine, prescrite depuis sept décennies, qui était accessible même sans ordonnance, a été interdite de prescription au motif fallacieux qu'elle pouvait parfois – mais rarement – occasionner des problèmes aux personnes cardiaques.

Avec les injections, ce sont les jeunes en pleine santé qui deviennent cardiaques !

Et l'Ivermectine, médicament sans aucun effet secondaire, qui a complètement enrayeré l'épidémie en Inde, a été interdite de prescription sans aucun motif ni explication.

Le passanitaire dispense les piquoués de fournir un test bien qu'ils puissent contaminer autant que les non piquoués. Mais seuls ces derniers doivent fournir un test tous les 3 jours et

à leurs frais. De la pure discrimination. Pour forcer le consentement à la piquouze.

La volonté inébranlable des non piquouzés se fonde évidemment sur la non-fiabilité, la forte suspicion de non-innocuité de ces injections.

Et le plus total manque de confiance envers ceux qui les imposent, qui nous traitent comme du bétail, tuent nos anciens au Rivotril et veulent à présent s'en prendre à nos enfants, nos bébés, leur injecter leur produits expérimentaux alors que les enfants ne risquent rien du covid.

Mais peut-être nos gouvernances sont-elles tout simplement prévoyantes... Quand les parents tomberont comme des mouches, elles n'ont sans doute pas envie d'avoir des milliers d'orphelins sur les bras... Plutôt préfèrent-elles se substituer à eux pour hériter de leurs biens.

Victor Hallidée